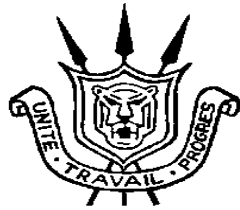


REPUBLIQUE DU BURUNDI



MINISTRE DES FINANCES, DU BUDGET ET DE LA PLANIFICATION ECONOMIQUE

**RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET DE
L'ETAT A LA FIN DU DEUXIEME
TRIMESTRE 2021/2022**

Table des matières

Table des matières	2
INTRODUCTION.....	3
I. Réalisations des ressources propres hors exonérations (base caisse)	3
Graphique 1 : Comparaison des réalisations à la fin des deuxièmes trimestres 2020/2021 et 2021/2022	4
I.1. Recettes fiscales hors exonérations.....	4
Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales à la fin des deuxièmes trimestres 2020/2021 et 2021/2022	6
I.2. Recettes non fiscales	6
II. ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES HORS CHARGES COMMUNES ET EXONERATIONS....	7
II.1. Exécution du budget au niveau global hors charges communes et exonérations	7
II.2. Analyse de l'état d'exécution des dépenses par grande masse.....	8
II.2.1. Les salaires et traitements.....	8
II.2.2. Les biens et services.....	8
II.2.3. Les transferts courants et subsides hors exonérations	8
II.2.4. Investissements sur ressources nationales.....	8
III. Exonérations réalisées à la fin du deuxième trimestre 2021/2022.....	9
ANNEXES	11

INTRODUCTION

Dans le cadre des réformes entreprises par le Gouvernement du Burundi relatives à la gestion des finances publiques, le Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique s'est engagé à produire des rapports trimestriels et annuels sur l'état d'exécution du budget de l'Etat conformément à la Loi n°1/35 du 04 décembre 2008 relative aux finances publiques. Le présent rapport concerne l'exécution du budget de l'Etat à la fin du deuxième trimestre 2021/2022.

La première partie de ce rapport décrit la réalisation des recettes propres (recettes fiscales et non fiscales) alors que la deuxième partie montre l'état d'exécution des dépenses hors charges communes et exonérations selon les chapitres de la nomenclature économique à savoir les salaires, l'achat des biens et services, les transferts et subsides ainsi que les investissements sur ressources nationales.

I. Réalisations des ressources propres hors exonérations (base caisse)

Sur un montant de **1 194 244 001 217 FBU** de recettes propres prévues pour l'exercice budgétaire 2021/2022, les services de l'OBR ont recouvré un montant de **643 928 396 199 FBU** à la fin du deuxième trimestre 2021/2022, soit un taux de réalisation de **53,9%**. Cette performance des recettes propres est expliquée d'une part, par :

- ❖ une performance de 103,2% des recettes fiscales générées par :
 - impôt sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital : 97,5%
 - l'impôt sur les biens et services : (107,5%) ;

Et d'autre part, la performance des recettes totales a été induite par :

- ❖ une forte performance des recettes non fiscales (131,5%) par rapport aux prévisions trimestrielles, soit 71,9% à la fin du deuxième trimestre. Ce taux de réalisation découle de la performance des recettes non fiscales ci-dessous :
 - ventes de biens et services : (590,7%);
 - revenus administratifs : (180,2%);
 - amendes et pénalités : (137,7%); et
 - autres produits non fiscaux non comptabilisés ailleurs : 124,2%.

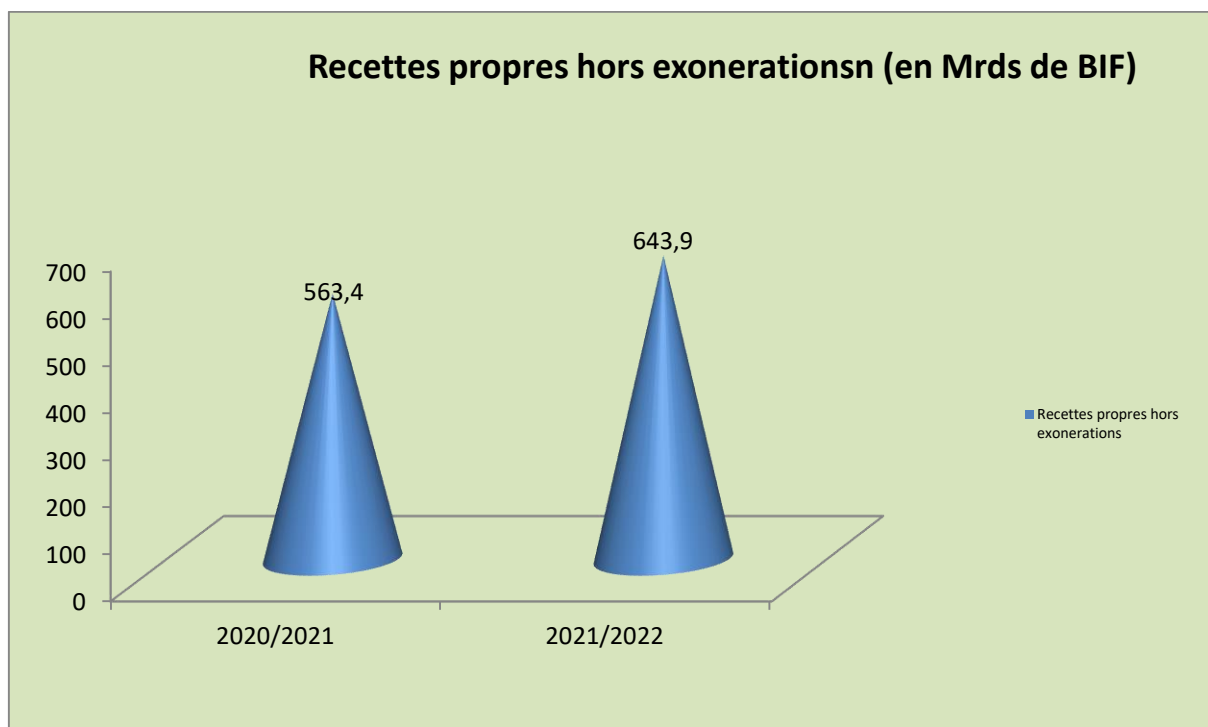
Les tableaux 1 et 2 en annexe du présent rapport montrent le détail du niveau de réalisation des recettes fiscales et non fiscales du deuxième trimestre de l'exercice 2021/2022.

Au cours de l'exercice budgétaire 2020/2021; sur **1 054 803 415 516 FBU** de prévision, un montant de **563 431 246 726 FBU** avait été collecté à la fin du deuxième trimestre 2020/2021, soit un taux de réalisation de **53,4%**. Cette situation s'explique par la hausse :

- des recettes fiscales, essentiellement les impôts sur les biens et services qui ont passé de 100,2% à 107,5% à la fin du deuxième trimestre de l'année 2021/2022. Cette performance des recettes fiscales est le résultat des impôts généraux perçus sur les biens et services et les taxes sur l'utilisation des biens ou l'exercice d'activité entre ces deux périodes ;

- des recettes non fiscales, essentiellement les ventes de biens et de services et les revenus administratifs passant respectivement de 91,2% à 590,7 % et de 44,9 % à 180,2 % à la fin du deuxième trimestre des exercices 2020/2021 et 2021/2022. Les recettes non fiscales perçues sur la prestation des services de santé et sur les divers droits et redevances sont à l'origine de cette augmentation.

Graphique 1 : Comparaison des réalisations à la fin des deuxièmes trimestres 2020/2021 et 2021/2022



Source : Nos traitements à partir des données des deuxièmes trimestres 2020/2021 et 2021/2022.

I.1. Recettes fiscales hors exonérations

Les recettes fiscales comprennent les impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital ; les impôts sur les biens et services ainsi que les impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales.

Sur un montant de **1 081 804 820 142 FBU** de prévision des recettes fiscales hors exonérations pour l'exercice budgétaire 2021/2022, un montant de **563 080 455 486 FBU** a été recouvré à la fin du deuxième trimestre 2021/2022, soit un taux de réalisation de **52,1%**. Cela s'explique par une forte performance des taxes sur l'utilisation des biens ou l'exercice d'activité et les autres Impôts sur les biens et services.

Parallèlement, sur **961 867 448 695 FBU** de prévision de 2020/2021, **506 482 589 234 FBU** ont été recouverts à la fin du deuxième trimestre 2020/2021, soit un taux de réalisation de **52,7%**. Une augmentation des recettes de **11,2%** a été enregistrée entre les deux années.

De même, cette situation s'explique par l'augmentation des recettes fiscales des impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital ainsi que les impôts sur les biens et services (taxes sur l'utilisation des biens ou l'exercice d'activité et autres Impôts sur les biens et services).

➤ **Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital**

Ce type d'impôts enregistre un taux de réalisation de **46,9%** à la fin du deuxième trimestre 2021/2022, soit un recouvrement d'un montant de **120 166 010 817 FBU** sur **256 303 330 244 FBU** prévus dans la Loi de Finances 2021/2022. Cette situation s'explique par une performance du recouvrement des impôts sur les revenus des personnes physiques (273,5%), les impôts professionnels sur les rémunérations (109,1%) et autres impôts sur le revenu des personnes physiques pour les années antérieures de 130,8%.

Pour l'exercice budgétaire 2020/2021, ce taux était de **48,7%**. Sur **228 965 179 487 FBU** prévus dans la Loi de Finances 2020/2021, **111 585 954 598 FBU** étaient déjà recouverts à la fin du deuxième trimestre 2020/2021. En glissement annuel, ce poste enregistre une augmentation de **7,7%**. Cette situation est due essentiellement à une augmentation des impôts sur le revenu non ventilable.

➤ **Impôts sur les biens et services**

Le taux de réalisation des impôts sur les biens et services à la fin du deuxième trimestre 2021/2022 est de **53,6%**. Sur un montant de **713 980 906 509 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2021/2022, **382 354 476 953 FBU** a été recouvert à la fin de cette période grâce à la collecte :

- de la taxe de transaction- TVA à l'importation : 128,1% de performance enregistrée ;
- des droits d'accises : Taxe de consommation sur les véhicules(141,2%), taxe de consommation sur les télécommunications (128,9%), taxe Anti-pollution sachets plastiques (690,3%), taxe additionnelle sur les tissus (315,2%), surtaxe additionnelle sur les tissus (278,3,7%), taxe sur tôles ondulées (153,8%), etc.
- des impôts généraux sur les biens et services : 110,1% ;
- autres Impôts sur les biens et services : 171,7%.

En 2020/2021, sur un montant de **632 295 510 551 FBU** prévu dans la Loi de Finances, **322 918 854 126 FBU** étaient recouverts à la fin du deuxième trimestre 2020/2021, soit un taux de réalisation de **51,1%**. En glissement annuel, une augmentation des recettes de **18,4%** est enregistrée entre les deux périodes. Cette situation est due essentiellement à la hausse des recettes provenant à la TVA collectée, les droits d'accises et taxes sur l'utilisation des biens ou l'exercice d'activité.

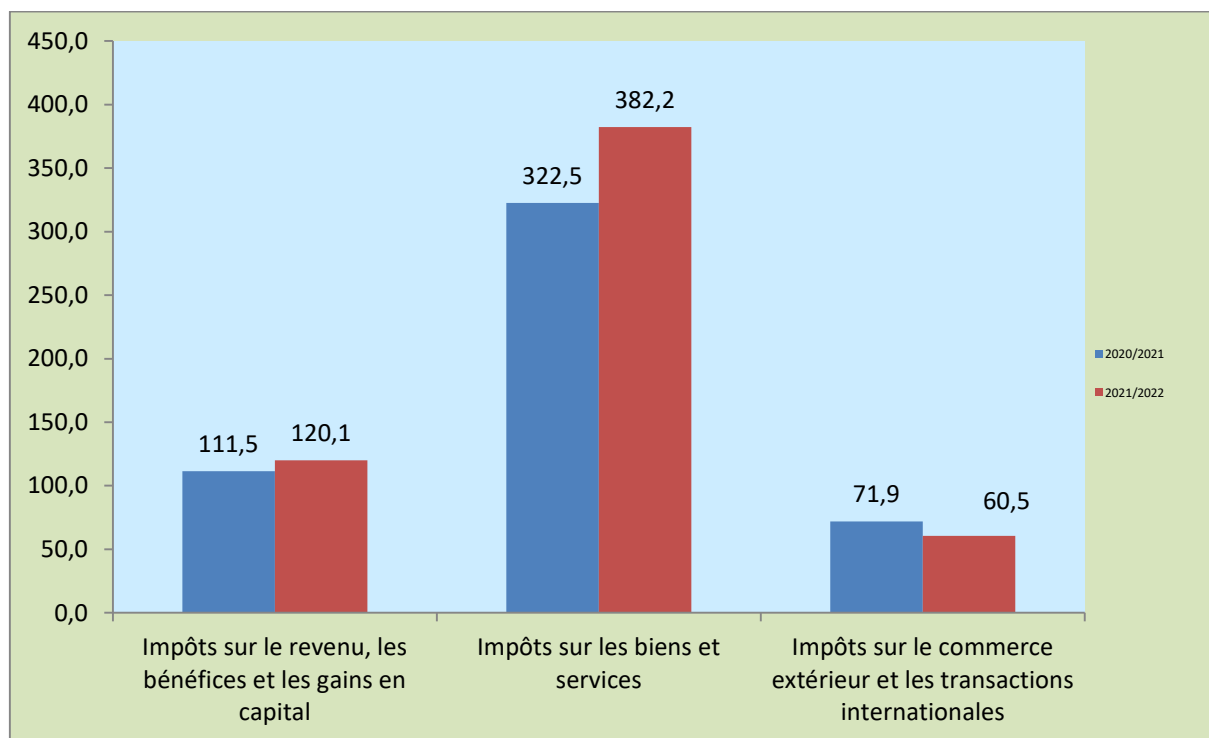
➤ Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales

Le taux de réalisation à la fin du deuxième trimestre 2021/2022 pour cet impôt est de **54,3%**. Sur un montant de **111 520 583 389 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2021/2022, **60 559 967 715 FBU** étaient déjà recouverts à la fin de cette période. Cette situation est expliquée par la performance :

- Amendes douanières et produits de confisc : 81,1% ;
- des droits de douane à l'importation : 110,0% ;
- recettes des entrepôts (droits de magasins) : 88,9% ;
- taxe de circulation transfrontalière : 87,4%.

En 2020/2021, le taux de réalisation était évalué à **71,5%** à la fin du deuxième trimestre. Sur un montant de **100 606 758 657 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2020/2021, **71 977 780 510 FBU** étaient déjà recouverts.

Graphique 2 : Vue synoptique des réalisations des principales composantes des recettes fiscales à la fin des deuxièmes trimestres 2020/2021 et 2021/2022



Source : Nos traitements à partir des données de fin des deuxièmes trimestres 2020/2021 et 2021/2022.

I.2. Recettes non fiscales

A la fin du deuxième trimestre 2021/2022, le taux de réalisation des recettes non fiscales est de **71,9%**. Sur un montant de **112 439 181 075 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2021/2022, **80 847 940 713 FBU** étaient déjà recouverts.

En 2020/2021, ce taux s'élevait à **61,3%** à la fin du deuxième trimestre. Sur un montant de **92 935 966 821 FBU** prévu dans la Loi de Finances 2020/2021 2019/2020, **56 948 657 492 FBU** étaient déjà recouverts à cette même période. En glissement annuel, une augmentation des recettes de **42,0 %** est enregistrée entre les deux périodes. Cette situation s'explique par des performances enregistrées sur :

- Ventes d'imprimés et documentation : 174,2% ;
- Prestation des services de santé : 2636,1% ;
- Passeports et titres de voyages : 204,2% ;
- Taxe de bâtisse : 132,8% ;
- Licence pour débit de boisson : 385,2%
- Autorisation de transport des produits forestiers : 111,7% ;
- Frais de dossier code des investissements : 1148,4% ;
- Contributions annuelles des sociétés des assurances : 17854,2% ;
- Redevance de pesage au pont bascule : 381,6% ;
- Redevance annuelle routière forfaitaire : 1254,4% ;
- Infraction à la réglementation commerciale : 1679,8%
- Etc.

II. ETAT D'EXECUTION DES DEPENSES HORS CHARGES COMMUNES ET EXONERATIONS

Cette section est consacrée à la présentation succincte de l'état d'exécution des dépenses de l'Etat à la fin du deuxième trimestre 2021/2022 par Ministère et Institution.

Les annexes de ce rapport montrent de manière détaillée l'état d'exécution du budget de l'Etat à la fin du deuxième trimestre 2021/2022 suivant la classification économique des dépenses par Ministère/Institution. Il est à signaler que nous faisons l'analyse de l'état d'exécution du budget de l'Etat hors charges communes et exonérations. Enfin, nous présenterons une analyse succincte des exonérations accordées à la fin de cette période.

II.1. Exécution du budget au niveau global hors charges communes et exonérations

Au niveau global, le taux d'engagement du budget de l'Etat hors charges communes et exonérations à la fin du deuxième trimestre 2021/2022 est de **38,0%**. A la fin du deuxième trimestre, ce taux d'exécution devrait atteindre au minimum 50% ou légèrement supérieur à 50% du budget annuel. Cette situation est justifiée dans le point qui suit : Analyses de l'état d'exécution des dépenses par grande masse.

Ainsi, au-delà de cette exécution globale, nous allons analyser l'exécution par nature économique détaillée de ce taux d'exécution global.

II.2. Analyse de l'état d'exécution des dépenses par grande masse

II.2.1. Les salaires et traitements

Le taux d'exécution des salaires et traitements est de **48,6 %** à la fin du deuxième trimestre 2021/2022. Sur un crédit prévu d'un montant de **500 452 052 609; 243 048 059 968 FBU** étaient déjà exécutés.

Ce taux de réalisation à la fin du premier trimestre avoisine 50% normalement prévu. L'écart de 0,4 point de pourcentage est justifié par les crédits consistants sur certaines lignes budgétaires qui ne sont pas encore engagés. C'est notamment les lignes prévues pour « nouvelles politiques salariales », « harmonisation du salaire du personnel des administrations personnalisées », etc.

Le tableau 3 en annexe montre l'état d'exécution des salaires et traitements par Ministère et Institution à la fin de cette période.

II.2.2. Les biens et services

Le taux d'exécution des biens et services est de **48,1%** à la fin du deuxième trimestre 2021/2022. Sur **133 951 991 934 FBU** de crédit prévu, **64 386 160 698 FBU** étaient déjà exécutés à la fin de cette période.

Ce taux est expliqué par les procédures de passation de marchés pour l'acquisition des biens et services qui sont encore en cours pour certains ministères au cours du deuxième trimestre.

Le tableau 4 en annexe montre l'état d'exécution des biens et services par Ministère et Institutions à la fin de cette période.

II.2.3. Les transferts courants et subsides hors exonérations

Le taux d'exécution des transferts courants et subsides est de **44,4%** à la fin du deuxième trimestre 2021/2022. Sur **343 809 794 179 FBU** de crédit prévu, **152 633 462 881 FBU** étaient exécutés à la fin de cette période. Ce taux d'exécution des transferts et subsides de l'Etat vers les Administrations Personnalisées de l'Etat et/ou vers les Etablissements Publics à caractère Administratif résulte à des activités de quelques établissements paraétatiques non encore exécutées au cours du deuxième trimestre où les factures ne sont pas disponibles pour le paiement.

Le tableau 5 en annexe montre l'état d'exécution des transferts courants et subsides par Ministère et Institution à la fin de cette période.

II.2.4. Investissements sur ressources nationales

Le taux d'exécution des investissements sur ressources nationales est de **12,0%** à la fin du deuxième trimestre 2021/2022. Sur **293 289 065 646 FBU** de crédit prévu, **35 315 893 510 FBU** étaient déjà exécutés à la fin de cette période. Ce faible taux enregistré est dû du fait que les procédures pour la plupart des marchés ne sont pas encore abouties.

Le tableau 6 en annexe montre l'état d'exécution des investissements sur ressources propres à la fin de cette période.

III. Exonérations réalisées à la fin du deuxième trimestre 2021/2022

Les exonérations accordées jusqu'à la fin du deuxième trimestre 2021/2022 sont évaluées à **39,1 milliards de FBU**. Elles ont été accordées sur une base légale suivante :

- les exonérations accordées dans le cadre de la loi sur la gestion des douanes. Il s'agit des exonérations accordées par le droit communautaire ;
- les exonérations accordées dans le cadre de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires ;
- les exonérations accordées dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires Techniques et Financiers ;
- les exonérations accordées aux Organisations Non Gouvernementales dans le cadre de l'assistance humanitaire ;
- les avantages fiscaux accordés par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles exercent ;
- et les incitations fiscales accordées aux investisseurs par le code des Investissements.

Le tableau ci-dessous montre la part par chaque nature des exonérations. Nous constatons qu'environ 15,9% de ces exonérations ont été accordées dans le cadre de la convention de Vienne sur les relations diplomatiques et consulaires, les exonérations accordées dans le cadre des accords bilatéraux et/ou multilatéraux avec les Partenaires Techniques et Financiers,...

En outre, l'analyse montre clairement que les exonérations accordées dans le cadre des incitations fiscales aux investisseurs par le code des investissements représentent environ 38,0% des exonérations totales. Nous notons également que les exonérations accordées par des lois spécifiques à certaines personnalités par rapport aux fonctions qu'elles occupent, les décisions du Gouvernement représentent 0,6% des exonérations totales. Les exonérations accordées dans le cadre du financement extérieur représentent 34,6% .En vue de la mise en œuvre des politiques sociales précisément dans le secteur de la santé (équipements médicaux, produits pharmaceutiques et les médicaments) et la politique agricole (intrants et produits vétérinaires), les exonérations accordées dans ces secteurs ont représenté environ 5,7% .De surcroit, les exonérations accordées aux Organisations non Gouvernementales, les Associations Sans But Lucratif et les Etablissements privés représentent 5,2% des exonérations totales.

Evolution des exonérations à la fin du deuxième trimestre 2021/2022

DESCRIPTION	T2_2021-2022	Part
ASBL et établissements privés	830 586 201	2,1%
Autres exonérations	-	
Effets personnels	228 242 667	0,6%
Financement extérieur	13 551 853 221	34,6%
Intrants agricoles	51 726 031	0,1%
Investisseurs	14 867 689 322	38,0%
Médicaments et Produits Pharmaceutiques	2 054 328 059	5,3%
Etats et ses Entités	6 207 667 197	15,9%
Organisation Non Gouvernementales	1 224 514 041	3,1%
Produits vétérinaires	09 316 915	0,3%
Total	39 125 923 654	100%

ANNEXES

Tableau 1. Recettes Fiscales réalisées à la fin du deuxième trimestre, exercice 2021/2022

Libellé des comptes	Projection 2021/2022	PREV TRIM2	REAL FIN TRIM2	REAL CUMULEE FIN TRIM2	Taux de performanc e par rapport aux Prév Trim2	Taux de perf Cumulé par rapport aux prév annuelles
PRODUITS FISCAUX :(I+II)	1 081 804 820 142	260 821 436 027	269 189 143 965	563 080 455 486	103,21%	52,05%
Impôt sur le revenu , les bénéfices et les gains en capital	256 303 330 244	59 976 217 485	58 513 650 168	120 166 010 817	97,56%	46,88%
Impôt sur le revenu payé par les personnes physiques	104 006 549 164	24 476 114 791	25 700 155 329	52 196 675 697	105,00%	50,19%
Impôt sur les revenus personnes physiques(IR+Acompte +PF)	1 458 264 166	230 424 841	630 332 354	1 132 582 291	273,55%	77,67%
Impôts professionnels sur les rémunérations	69 395 391 050	16 936 552 086	18 482 966 628	36 447 756 551	109,13%	52,52%
Taxes forfaitaires	1 525 805 766	361 838 348	100 642 583	240 234 295	27,81%	15,74%
Prélevement forfaitaire	24 043 852 197	6 172 549 513	5 590 058 727	11 714 007 578	90,56%	48,72%
Impot sur revenus locatifs	6 023 187 696	274 321 879	241 337 392	1 646 924 347	87,98%	27,34%

Autres (Exercices antérieurs)	1 560 048 289	500 428 125	654 817 645	1 015 170 635	130,85%	65,07%
Impôts sur le revenu payé par les sociétés et autres Eses	151 999 474 445	35 422 742 566	32 686 649 287	67 751 746 591	92,28%	44,57%
Impôts sur les revenus des sociétés (IR+Acompte+PF)	111 335 976 081	25 116 298 219	21 557 751 861	43 606 608 505	85,83%	39,17%
Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers	19 639 298 137	5 143 474 417	3 891 710 934	7 539 026 125	75,66%	38,39%
Impôt sur revenus locatifs	1 823 784 042	71 987 346	219 944 562	969 384 973	305,53%	53,15%
Autres (Exercices antérieurs)	16 752 371 613	4 462 362 281	2 449 800 369	6 609 834 218	54,90%	39,46%
Prélèvement forfaitaire libératoire	1 379 726 363	302 043 731	1 651 633 956	2 808 488 766	546,82%	203,55%
Autres retenues à la source	1 068 318 209	326 576 572	2 915 807 605	6 218 404 004	892,84%	582,07%
Impôts sur le revenu non ventilable	297 306 635	77 360 128	126 845 552	217 588 529	163,97%	73,19%
Majorations de retard	297 306 635	77 360 128	126 845 552	217 588 529	163,97%	73,19%
Impôt sur les biens et services	713 980 906 509	172 598 102 191	185 645 214 627	382 354 476 953	107,56%	53,55%
Impôts généraux sur les biens & services	409 223 952 823	97 279 600 780	107 194 576 459	221 293 971 692	110,19%	54,08%
TVA	409 223 952 823	97 279 600 780	107 194 576 459	221 293 971 692	110,19%	54,08%
TVA Interieure	200 375 070 022	43 681 675 452	38 548 444 879	81 040 510 430	88,25%	40,44%

Taxe de Transactions-TVA à l'importation	208 848 882 801	53 597 925 328	68 646 131 580	140 253 461 262	128,08%	67,16%
Taxe sur le chiffre d'affaires des entreprises touristiques et hôtelière	-	-	-	-		
Droits d'accises	293 015 759 586	72 506 172 849	74 748 202 169	154 479 977 635	103,09%	52,72%
Taxe de consommation sur le tabac	5 464 387 680	1 455 827 409	1 119 038 178	1 835 175 467	76,87%	33,58%
Taxe de consommation sur la bière, limonade et l'eau minérale	129 393 957 778	30 295 737 842	28 914 180 326	61 117 780 800	95,44%	47,23%
Taxe de consommation sur le sucre	15 837 854 402	4 210 600 128	5 134 543 400	7 783 813 360	121,94%	49,15%
Taxe sur les poissons vendus	-	-	-	-		
Taxe sur les abonnés de la Télédistribution	611 061 273	92 626 034	188 834 134	417 382 857	203,87%	68,30%
Taxe de consommation sur le carburant	90 908 931 204	23 559 820 270	24 186 738 757	45 502 955 305	102,66%	50,05%
Taxe de consommation sur les véhicules	4 061 247 745	974 410 160	1 376 209 893	2 763 810 184	141,24%	68,05%
Taxe de consommation sur les télécommunications	35 417 938 065	8 466 552 404	10 918 224 069	23 873 817 353	128,96%	67,41%

Taxe de consommation sur les vins et spiritueux	60 111 626	19 017 493	27 661 714	51 654 273	145,45%	85,93%
Taxes véhicules sur le poids		-	-	-		
Taxe Anti-pollution véhicules usagés	4 029 610 563	1 067 138 372	812 246 141	3 890 787 676	76,11%	96,55%
Taxe Anti-pollution sachets plastiques	955 888 053	117 486 843	811 083 342	811 083 342	690,36%	84,85%
Taxe additionnelle sur les tissus	623 157 960	167 639 320	528 487 707	1 278 979 678	315,25%	205,24%
Surtaxe additionnelle sur les tissus	664 138 006	189 859 703	528 487 709	1 279 839 990	278,36%	192,71%
Taxe sur tôles ondulées	378 741 614	36 747 782	56 534 713	173 569 934	153,85%	45,83%
Taxe de terminaison d'appels internationaux	4 608 733 617	1 852 709 090	145 932 086	3 699 327 416	7,88%	80,27%
Taxe sur l'utilisation de biens ou l'exercice d'activité	4 637 778 375	1 060 135 598	693 905 050	1 521 261 068	65,45%	32,80%
Taxes sur les véhicules et embarcations à moteur	3 509 536 690	883 311 353	662 877 500	1 481 587 615	75,04%	42,22%
Permis de conduire(FRN)	1 040 800 043	256 459 843	2 641 000	6 253 000	1,03%	0,60%
Vignettes Fiscales (FRN , timbre fiscal)	57 698 999	11 737 162	14 691 800	27 922 000	125,17%	48,39%
Autres(Plaques,transfer	2 411 037 648	615 114 348	645 544 700	1 447 412 615	104,95%	60,03%

ts, cartes, changement d'usages, etc)						
Autres taxes (Permis)	1 128 241 685	176 824 246	31 027 550	39 673 453	17,55%	3,52%
Permis de pêche	75 000 000	22 806 122	-	-	0,00%	0,00%
Permis de coupe de bois	542 735 310	93 910 486	26 453 068	26 719 173	28,17%	4,92%
Taxe d'abattage des animaux	4 325 742	373 650	11 000	58 000	2,94%	1,34%
Permis de travail	506 180 633	59 733 987	4 563 482	12 896 280	7,64%	2,55%
Autres Impôts sur les biens et services	7 103 415 725	1 752 192 963	3 008 530 949	5 059 266 558	171,70%	71,22%
Autres Impôts sur les biens et services (nca)	4 629 292 927	1 133 662 264	1 083 855 427	1 901 282 421	95,61%	41,07%
Taxe additionnelle anti-pollution sur véhicules usagés	2 474 122 798	618 530 700	977 969 028	977 969 028	158,11%	39,53%
Caution de 30% du montant contesté		-	946 706 494	2 180 015 109		
Impôt sur le commerce extérieur et les transactions intern,	111 520 583 389	28 247 116 351	25 030 279 170	60 559 967 715	88,61%	54,30%
Droit de Douane et autres droits d'importation	93 796 318 757	23 923 803 921	23 490 188 604	57 398 417 816	98,19%	61,19%
Droits de douane à l'importation	76 008 438 920	19 149 350 327	21 070 232 000	44 828 818 042	110,03%	58,98%
Taxe sur le Carburant (FRN)	13 670 398 482	3 509 356 243	2 413 596 320	5 696 453 480	68,78%	41,67%

Taxe sur Carburant(Fonds Stock stratégique)	3 870 550 590	1 206 683 203	75 146	6 856 611 084	0,01%	177,15%
Taxe sur carburant(Fond Social Carburant)	41 416 362	7 035 599	-	35 875	0,00%	0,09%
Taxe forfaitaire	205 514 403	51 378 550	6 285 138	16 499 335	12,23%	8,03%
Taxe à l'exportation	8 072 244 141	2 048 582 061	184 403 473	241 308 510	9,00%	2,99%
Taxe à l'exportation des peaux bruts	19 280 523	8 220 345	4 235 140	12 677 857	51,52%	65,75%
Droits de sortie sur l'or	6 295 462 661	1 600 986 477	111 636 175	160 098 495	6,97%	2,54%
Droits de sortie sur les minerais de 3T	1 757 500 957	439 375 239	68 532 158	68 532 158	15,60%	3,90%
Compenstion COMESA	-	-	-			
Compenstion COMESA		-				
Autres impôts sur le commerce extérieur et les transactions	9 652 020 491	2 274 730 369	1 355 687 093	2 920 241 389	59,60%	30,26%
Amendes douanière et produits de confisc	1 135 679 568	269 418 618	218 480 751	409 066 326	81,09%	36,02%
Recettes des entrepôts (droits de magasins)	207 396 212	68 271 170	60 727 625	75 758 471	88,95%	36,53%
Taxe de péage route(FRN)	6 800 256 177	1 584 129 480	769 871 424	1 779 765 144	48,60%	26,17%
Produits de la vente des marchandises	2 721 295	1 091 220	-	-	0,00%	0,00%

Taxe de circulation trans-frontalière	632 694 179	95 739 704	83 674 269	136 575 740	87,40%	21,59%
Autres droits et taxes(nca)	873 273 060	256 080 176	222 933 024	519 075 708	87,06%	59,44%

Tableau 2. Recettes non fiscales réalisées à la fin du deuxième trimestre 2021/2022

Libellé des comptes	Projection 2021/2022	PREV TRIM2	REAL FIN TRIM2	REAL CUMULEE FIN TRIM2	Taux de performance par rapport aux Prév Trim2	Taux de perf Cumulé par rapport aux prév annuelles
PRODUITS NON FISCAUX: (III+IV)	112 439 181 075	33 205 660 848	43 673 250 953	80 847 940 713	131,52%	71,90%
Revenus de la propriété	45 832 948 510	15 348 812 329	11 024 261 116	23 765 863 055	71,82%	51,85%
Dividendes	33 303 218 992	11 895 205 337	7 988 277 982	17 369 150 336	67,16%	52,15%
Dididendes autres entreprises financières	1 099 551 261	14 236 203	-	1 395 096 259	0,00%	126,88%
Dividendes entreprises non financières	32 203 415 776	11 880 969 134	7 988 277 982	15 974 054 077	67,24%	49,60%
Autres	251 955	-	-	-		0,00%
Loyers	12 529 729 518	3 453 606 992	3 035 983 134	6 396 712 719	87,91%	51,05%
Locations terrains	19 404 599	2 570 747	1 864 273	7 162 971	72,52%	36,91%
Revenus et redevances des carrières	5 886 958 629	1 438 335 699	1 081 705 580	2 094 889 679	75,21%	35,59%

Redevance domaniales	6 623 366 290	2 012 700 546	1 952 413 281	4 294 660 069	97,00%	64,84%
Redevance de la direction du patrimoine			-	-		
Ventes de biens et de services	2 781 459 751	820 558 892	4 847 203 595	9 846 364 643	590,72%	354,00%
Location d'immeubles	28 182 691	4 973 263	2 595 898	4 404 421	52,20%	15,63%
Ventes de matériel et meubles reformés	7 090 786	20 978	-	-	0,00%	0,00%
Ventes d'imprimés et documentation	1 862 278 035	547 146 834	953 230 359	1 664 434 089	174,22%	89,38%
Prestation des services de santé	403 165 489	147 608 923	3 891 248 838	8 176 870 933	2636,19%	2028,17%
Prestation des services vétérinaire	3 224 670	860 893	128 500	595 200	14,93%	18,46%
Attestation d'exonération	475 200 000	118 800 000			0,00%	0,00%
Ventes des semences	2 318 080	1 148 001		60 000	0,00%	2,59%
Revenus administratifs	43 113 188 697	11 475 927 395	20 688 337 300	33 160 072 327	180,28%	76,91%
Droits de visa , passeports et séjours	9 414 182 758	3 168 221 095	3 816 638 842	7 688 968 002	120,47%	81,67%
Passeports & titres de voyages	6 046 566 262	1 700 890 698	3 474 418 190	6 638 477 535	204,27%	109,79%
Visas&passeports par les ambassades	40 690 382	8 294 252	-	21 617 891	0,00%	53,13%
Visas&immatriculations des étrangers	3 325 887 609	1 458 776 519	342 220 652	1 028 852 933	23,46%	30,93%
Autres(Renouveaulement des passeports)	1 038 505	259 626	-	19 643	0,00%	1,89%

Droits et permis sur l'exercice d'activité	4 578 055 817	1 095 875 639	1 069 443 753	2 256 657 235	97,59%	49,29%
Taxe de bâtisse	170 180 654	34 489 274	45 815 104	132 216 012	132,84%	77,69%
Vérification des poids et mesures	113 820 000	33 931 033	33 880 588	63 939 368	99,85%	56,18%
Permis de sortie des bateaux certificat de navigabilité	442 415 198	116 552 238	57 204 820	100 572 450	49,08%	22,73%
Contrôle technique des véhicules	1 436 341 740	350 448 569	20 000	2 873 894	0,01%	0,20%
Autorisation de transport (dont départ aérien)	761 205 284	176 191 518	7 892 893	18 950 518	4,48%	2,49%
Licence pour débit de boissons	1 602 664	314 124	1 210 000	1 430 000	385,20%	89,23%
Ouverture/renouvellement des pharmacies et des infirmeries	71 459 169	15 216 148	34 850 000	72 475 000	229,03%	101,42%
Autres	845 571 075	174 511 355	194 962 943	377 005 834	111,72%	44,59%
Autorisation de transport des produits forestiers	555 949 379	163 750 048	343 674 776	841 698 659	209,88%	151,40%
Frais de dossier (code des investissements)	179 510 654	30 471 331	349 932 629	645 495 500	1148,40%	359,59%
Divers droits et redevances	29 120 950 122	7 211 830 661	15 802 254 706	23 214 447 090	219,12%	79,72%
Dépôt et publication d'une marque	860 385 043	157 329 565	194 282 609	218 374 546	123,49%	25,38%
Droits de contentieux (justice)	747 707 819	189 357 859	129 536 303	258 449 840	68,41%	34,57%

Procès verbaux des accidents de la route	66 440 100	15 824 163	26 066 250	56 657 750	164,72%	85,28%
Droits sur le services rendus	1 707 599 456	380 045 666	908 891 669	1 306 102 958	239,15%	76,49%
Redevance informatique(fonds spécial douanes)	1 912 480 564	423 081 235	228 200 000	445 401 000	53,94%	23,29%
Redevance administrative (fonds spécial des douanes)	6 828 279 818	1 814 847 204	1 977 356 470	4 081 162 718	108,95%	59,77%
Redevance sur les conteneurs qui entrent et sur attestations fiscales	65 186 411	-	-	-		0,00%
Annulation ou modification d'une déclaration déjà liquidée	763 670 000	190 917 500	-	-	0,00%	0,00%
Autres(Redevance ARCT)	13 820 762 189	3 516 590 211	6 010 857 544	10 210 305 851	170,93%	73,88%
Redevance de pesage au pont bascule	19 387 659	4 439 661	16 944 862	28 311 950	381,67%	146,03%
Redevance des parkings des camions	53 803 235	19 318 079	22 662 000	47 065 854	117,31%	87,48%
Redevance de la direction du patrimoine	258 409 386	-				0,00%
Contributions annuelles des sociétés des assurances	16 838 442	79 518	14 197 327	111 400 264	17854,25%	661,58%
Contributions spéciales des institutions financières	-	-	1 220 000	136 866 688		

Redevance annuelle routière forfaitaire	2 000 000 000	500 000 000	6 272 039 672	6 314 347 672	1254,41%	315,72%
Amendes ,Pénalités	6 068 402 908	1 516 145 917	2 088 170 054	4 092 075 603	137,73%	67,43%
Infraction à la réglementation routière	3 495 135 398	1 067 045 371	1 463 276 748	2 992 186 508	137,13%	85,61%
Infraction aux contrevenants des cas de fraude relative à l'utilisation des plaques et de la carte d'immatriculation	300 000 000	75 000 000	-		0,00%	0,00%
Infraction à la réglementation commerciale	25 486 932	3 192 688	53 631 254	60 506 479	1679,82%	237,40%
Amendes judiciaires	165 537 610	27 500 845	36 966 765	82 696 365	134,42%	49,96%
Autres	2 082 242 968	343 407 013	534 295 287	956 686 251	155,59%	45,94%
Autres produits non fiscaux nca	14 643 181 209	4 044 216 316	5 025 278 887	9 983 453 085	124,26%	68,18%
Autres produits non fiscaux nca	1 230 542 168	344 193 852	666 320 730	850 546 836	193,59%	69,12%
Taxe de sureté	13 412 639 041	3 700 022 464	4 358 958 157	9 132 906 249	117,81%	68,09%
Produits exceptionnels				112 000		
Produits de la privatisation des entreprises publiques				112 000		
Gain de change						
Autres(récupération des produits détournés et malversations)						

TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 194 244 001 217	294 027 096 875	312 862 394 918	643 928 396 199	106,41%	53,92%
--	--------------------------	------------------------	------------------------	------------------------	----------------	---------------

Tableau 3. Exécution des salaires et traitements à la fin du deuxième trimestre 2021/2022

LIBELLE DES MINISTERES	CREDIT	EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	9 825 968 784	4 827 384 398	49,1%
02-Vice-Présidence	446 801 262	127 450 620	28,5%
03-Premier Ministre	453 153 482	216 441 738	47,8%
04-Secrétariat Général de l'Etat	100 940 953	46 655 330	46,2%
05-Assemblée Nationale	10 736 649 613	5 365 374 993	50,0%
06-Senat	5 108 186 686	2 560 526 796	50,1%
07-Cour de comptes	818 745 680	387 892 586	47,4%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	46 377 083 521	23 558 016 855	50,8%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	839 504 401	414 040 389	49,3%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	74 344 396 837	34 820 900 046	46,8%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	37 717 486 420	1 207 625 431	3,2%
16-Ministère de la Justice	11 901 669 695	5 502 450 271	46,2%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	2 918 941 535	1 058 766 248	36,3%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	1 083 639 058	526 472 313	48,6%

21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	159 426 082	120 273 219	75,4%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	245 065 105 328	136 966 109 733	55,9%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	39 676 749 956	19 602 804 417	49,4%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 313 138 574	587 490 342	44,7%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	7 696 917 457	3 523 232 601	45,8%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	738 373 034	368 319 770	49,9%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	524 801 784	242 338 417	46,2%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipeement et des logements Sociaux	1 065 339 969	561 224 571	52,7%
71-Institution Ombudsman			
74-Cour Suprême et Parquêt Général de la République	1 539 032 498	456 268 884	29,6%
75-Cour Constitutionnelle			
76-Centre d'Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)			
Total général	500 452 052 609	243 048 059 968	48,6%

Tableau 4. Exécution des biens et des services à la fin du deuxième trimestre 2021/2022

LIBELLE DES MINISTERES	CREDIT	EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	3 703 973 282	1 935 833 511	52,3%
02-Vice-Présidence	716 237 280	281 168 515	39,3%
03-Premier Ministre	992 461 147	485 731 935	48,9%
04-Secrétariat Général de l'Etat	1 095 991 340	579 558 474	52,9%
05-Assemblée Nationale	3 667 586 775	1 995 785 243	54,4%

06-Senat	3 425 372 300	1 679 019 540	49,0%
07-Cour de comptes	212 508 482	98 375 711	46,3%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	38 482 661 179	15 486 394 739	40,2%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	1 971 705 411	1 531 661 691	77,7%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	41 776 877 684	28 829 255 894	69,0%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	3 034 671 453	957 518 679	31,6%
16-Ministère de la Justice	6 270 599 554	1 534 269 273	24,5%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	192 354 583	65 820 263	34,2%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	1 312 372 226	635 912 571	48,5%
21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	314 751 937	123 514 796	39,2%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	9 329 772 260	2 540 439 716	27,2%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	5 887 255 404	975 112 613	16,6%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	1 601 661 662	508 765 653	31,8%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	1 154 879 130	568 326 885	49,2%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	460 954 159	121 447 852	26,3%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	887 516 276	231 303 106	26,1%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipement et des logements Sociaux	6 678 554 752	3 073 503 590	46,0%
71-Institution Ombudsman			
74-Cour Suprême et Parquêt Général de la République	781 273 658	147 440 448	18,9%

75-Cour Constitutionnelle			
76-Centre d'Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)			
Total général	133 951 991 934	64 386 160 698	48,1%

Tableau 5. Exécution des transferts et subsides à la fin du deuxième trimestre 2021/2022

LIBELLE DES MINISTERES	CREDIT	EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	21 497 575 791	8 909 290 287	41,4%
02-Vice-Présidence	1 724 436 236	877 362 900	50,9%
03-Premier Ministre	809 309 686	321 860 971	39,8%
04-Secrétariat Général de l'Etat	194 011 893	128 323 500	66,1%
05-Assemblée Nationale	254 626 917	127 313 424	50,0%
06-Senat	166 923 697	94 601 177	56,7%
07-Cour de comptes	54 302 565	-	0,0%
08-Commission Electorale Nationale Indépendante	14 937 514 043	7 441 099 374	49,8%
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	8 244 569 866	3 155 239 366	38,3%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	26 443 140 059	13 325 758 653	50,4%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	9 715 949 096	5 425 062 261	55,8%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	68 567 359 481	18 536 725 521	27,0%
16-Ministère de la Justice	7 871 396 757	2 904 533 504	36,9%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	2 994 739 070	1 015 720 321	33,9%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	20 204 322 835	10 139 378 754	50,2%

21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	7 395 328 533	2 316 704 704	31,3%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	72 009 526 272	35 595 925 712	49,4%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	50 038 456 503	31 383 926 535	62,7%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	6 486 154 771	2 302 025 010	35,5%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	9 059 970 024	2 726 746 281	30,1%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	2 790 388 891	918 954 754	32,9%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	4 483 283 689	1 824 677 423	40,7%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipeement et des logements Sociaux	5 618 869 306	2 119 373 450	37,7%
71-Institution Ombudsman	1 620 188 198	810 092 099	50,0%
74-Cour Suprême et Parquêt Général de la République	203 000 000	63 110 000	31,1%
75-Cour Constitutionnelle	424 450 000	169 656 900	40,0%
76-Centre d'Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)			
Total général	343 809 794 179	152 633 462 881	44,4%

Tableau 6. Exécution des investissements sur ressources nationales à la fin du deuxième trimestre 2021/2022

LIBELLE DES MINISTERES	CREDIT	EXECUTION	TAUX
01-Présidence de la République	10 811 108 353	814 785 012	7,5%
02-Vice-Présidence	46 258 395	8 165 600	17,7%
03-Premier Ministre	16 212 529	-	0,0%
04-Secrétariat Général de l'Etat	53 875 569	-	0,0%

05-Assemblée Nationale	595 375 806	67 230 768	11,3%
06-Senat	191 450 000	15 000 000	7,8%
07-Cour de comptes			
08-Commission Electorale Nationale Indépendante			
11-Ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique	91 065 605 094	4 750 031 698	5,2%
12-Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération au Développement	457 248 314	190 365 050	41,6%
13-Ministère de la Défense Nationale et des Anciens Combattants	9 240 103 899	3 495 942 251	37,8%
14-Ministère des Finances, du Budget et de la Planification Economique	56 360 602 615	4 834 939 500	8,6%
16-Ministère de la Justice	2 712 100 000	51 649 178	1,9%
19-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de l'Emploi	552 392 809	10 579 000	1,9%
20-Ministère des Affaires de la Communauté Est Africaine, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture	108 845 660	720 000	0,7%
21-Ministère de la Communication, des Technologies de l'Information et des Médias	919 466 788	153 341 730	16,7%
32-Ministère de l'Education Nationale et de la Recherche Scientifique	4 520 934 951	38 789 022	0,9%
33-Ministère de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida	14 977 205 232	2 543 184 175	17,0%
35-Ministère de la Solidarité Nationale, des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre	425 620 620	94 056 442	22,1%
40-Ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage	28 473 107 163	8 335 618 927	29,3%
41-Ministère du Commerce, du Transport, de l'Industrie et du Tourisme	6 751 501 868	169 221 412	2,5%
42-Ministère de l'Hydraulique, de l'Energie et des Mines	43 622 051 091	4 546 608 937	10,4%
45-Ministère des Infrastructures, de l'Equipement et des logements Sociaux	18 194 798 890	5 172 475 188	28,4%
71-Institution Ombudsman			

74-Cour Suprême et Parquêt Général de la République	193 200 000	23 189 620	12,0%
75-Cour Constitutionnelle			
76-Centre d'Excellence pour l'Education Patriotique/Campagne de Moralisation de la Société (CEEP-CAMOSO)	3 000 000 000	-	0,0%
Total général	293 289 065 646	35 315 893 510	12,0%